

DOSSIER DE PRESSE

Commission Permanente du Conseil régional
du Grand Est

Vendredi 27 juin 2025

SOMMAIRE

1. Emploi des seniors : la Région engage plus d'1 million d'euros.....page 3
2. Préservation de l'emploi industriel : la Région soutient la reprise de Bergère de France et des sites ardennais de Walor page 4
3. Programmation pédagogique : la Région investit près de 10 millions d'euros pour la réussite des lycéens.....page 5
4. Enseignement supérieur : la Région renforce sa coopération avec les opérateurs de l'Étatpage 6
5. Former les talents de demain : la Région lance un nouvel appel à projets ambitieuxpage 8
6. Recherche : la Région accompagne l'accueil d'un chercheur de Harvard et la création d'un laboratoire d'excellence en chimie biologique à Strasbourgpage 9
7. Biodiversité : la Région noue une alliance inédite entre mécènes et acteurs du territoire page 11
8. Alimentation durable dans les lycées : la Région accélère l'achat de produits locaux dans les cantines page 12

1. Emploi des seniors : la Région engage plus d'1 million d'euros

Dans un contexte où les seniors restent fortement exposés au chômage de longue durée, la Région Grand Est renforce son engagement en faveur de leur retour à l'emploi. Lors de la Commission Permanente du 27 juin 2025, 13 projets innovants ont été sélectionnés à l'issue d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé en novembre 2024. Ces initiatives bénéficieront d'un soutien régional de 1,03 million d'euros, sur un total de 1,43 million d'euros de budget mobilisé.

Un constat préoccupant pour l'emploi des plus de 55 ans

Selon les données de l'Observatoire Régional Emploi Formation Grand Est (OREF), les seniors représentent près de 28% des demandeurs d'emploi dans la région, dont 70% ont un niveau de formation inférieur au baccalauréat, et 19% sont en situation de handicap. Malgré cela, ils ne représentent que 7,6% des entrées en formation, signe d'un besoin urgent d'accompagnement adapté.

Face à ce défi, la Région a mis en œuvre une stratégie articulée autour de deux axes :

- ✓ Le renforcement du compte personnel de formation des seniors ;
- ✓ Le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), pour encourager des initiatives nouvelles et territorialisées en faveur de leur employabilité.

Un appel à projet pour des solutions innovantes et ciblées

L'AMI visait à mobiliser les acteurs du territoire pour proposer des actions concrètes et personnalisées, notamment :

- ✓ L'identification de nouvelles perspectives professionnelles ;
- ✓ Des accompagnements sur-mesure inspirés du coaching ;
- ✓ Des immersions en entreprise et des rencontres employeurs ;
- ✓ La levée des freins psychologiques, financiers ou sanitaires ;
- ✓ Des solutions d'emploi durable et de qualité de vie au travail.

Un cap clair : faire des plus de 55 ans des acteurs clés de l'économie locale

Avec cet engagement, la Région Grand Est affirme sa volonté d'agir concrètement pour l'inclusion professionnelle des seniors, tout en mobilisant des partenaires locaux, entreprises, organismes de formation et associations. L'innovation sociale, la territorialisation des réponses et l'écoute des réalités de terrain sont au cœur de cette démarche.

2. Préservation de l'emploi industriel : la Région soutient la reprise de Bergère de France et des sites ardennais de Walor

Dans le cadre de sa politique volontariste de soutien à l'emploi et à la revitalisation industrielle, la Région Grand Est a voté, lors de la Commission Permanente du 27 juin 2025, l'attribution de financements majeurs pour accompagner deux projets emblématiques de reprise d'entreprises en difficulté, inscrits dans les territoires de la Meuse et des Ardennes.

Reprise de Bergère de France : une dynamique coopérative au service de l'industrie textile

Fondée en 1946 et implantée à **Bar-le-Duc, Bergère de France**, fleuron de la filature française, a traversé plusieurs crises avant d'être placée en liquidation judiciaire en 2024. Face à ce contexte, 57 anciens salariés ont uni leurs forces pour constituer **Bergère de France SCOP**, et porter un projet industriel novateur et réaliste reposant sur la relance de la production textile, la modernisation des gammes de produits, et une stratégie commerciale refondée.

La Région Grand Est accompagne cette reprise avec un **prêt à taux zéro de 228 000 euros**, destiné à soutenir le redémarrage de l'activité. Un prêt qui s'ajoute à la bourse SCOP aux repreneurs de 232 000 euros, un prêt SODIV de 200 000 euros, ainsi qu'une garantie à 30% de 400 000 euros de prêts bancaires via le Fonds Régional de Garantie Grand Est.

Ce soutien s'inscrit dans le cadre du dispositif régional d'aide à la reprise d'entreprises en difficulté, outil clé pour favoriser les solutions collectives et durables de sauvegarde de l'emploi.

Reprise des sites Walor à Bogny-sur-Meuse et Vouziers : préserver un acteur régional stratégique

Dans les **Ardennes, les sites industriels de Walor**, spécialisés dans la fabrication de bielles pour le secteur automobile, ont connu une chute d'activité liée à la mutation du secteur vers des motorisations non thermiques. Repris par **FORGEX FRANCE**, entreprise déjà implantée à Monthermé, le plan prévoit le maintien de **101 emplois** et une redynamisation des outils de production.

Grâce à une stratégie industrielle visant à moderniser les infrastructures et internaliser des compétences stratégiques, cette reprise préserve la filière mécanique régionale. La Région Grand Est soutient cette opération à hauteur de **404 000 euros**, répartis entre FORGEX FRANCE et sa filiale FORGEX MACHINING, via deux prêts à taux zéro.

Un soutien affirmé à l'Union Régionale des SCOP (URSCOP)

Par ailleurs, la Région Grand Est réaffirme son attachement au modèle coopératif en renouvelant son soutien à **l'Union Régionale des SCOP (URSCOP)**, acteur essentiel notamment dans l'accompagnement des projets de reprise portés par les salariés, à travers une subvention de 260 000 euros.

3. Programmation pédagogique : la Région investit près de 10 millions d'euros pour la réussite des lycéens

Dans un contexte de mutations économiques, technologiques et environnementales, la Région Grand Est poursuit une politique ambitieuse en faveur de ses lycéens. En 2025, ce sont 9,7 millions d'euros qui seront investis dans des équipements pédagogiques pour les lycées publics du territoire, afin d'offrir à chaque jeune les meilleures conditions de réussite et d'épanouissement.

Former aujourd'hui aux métiers de demain

Ces investissements répondent à une double ambition : renforcer l'attractivité des formations et adapter les équipements aux réalités des métiers en tension ou d'avenir. Ils s'inscrivent dans les priorités régionales liées aux transitions énergétiques, numériques, industrielles et environnementales.

Parmi les filières particulièrement soutenues :

- ✓ Les sciences (24 % du budget), avec le renouvellement des équipements de laboratoires pour garantir des pratiques sûres et modernes (microscopes, paillasse, spectrophotomètres...).
- ✓ L'industrie et l'électrotechnique, avec l'installation de machines-outils, systèmes automatisés, robots et bancs didactiques.
- ✓ Le numérique et la cybersécurité, avec des investissements ciblés dans 25 lycées pour moderniser les équipements de prototypage, de maintenance et d'étude des systèmes électroniques.
- ✓ Les filières d'excellence territoriales comme l'agriculture, le bois, la maintenance automobile ou encore la logistique et les transports.

Le lycée, un lieu d'apprentissage et d'épanouissement

Parce qu'éduquer, c'est aussi permettre à chacun de s'accomplir, la Région soutient également des projets qui renforcent l'inclusivité, la pratique artistique et culturelle, l'activité sportive et la citoyenneté.

De nombreux lycées seront ainsi dotés de :

- ✓ Nouveaux équipements sportifs (muscultation, escalade, biathlon, etc.) ;
- ✓ Matériel pour les formations aux soins, aux services à la personne et à la petite enfance ;
- ✓ Ressources spécifiques pour les options théâtre, musique, audiovisuel, métiers d'art ou de la mode.

Une stratégie concertée au service de l'équité territoriale

Ces investissements sont le fruit d'une écoute approfondie des besoins des établissements (via les appels à projets, les visites de terrain, ou les retours des équipes pédagogiques) et d'un travail étroit avec les Maisons de Région, la Région académique, les directions techniques de la collectivité et les partenaires de formation (GRETA, CFA, OPCO...).

Au total, 29 projets intègrent déjà des cofinancements pour un montant de près de 280 000 €.

4. Enseignement supérieur : la Région renforce sa coopération avec les opérateurs de l'État

À l'occasion de la Commission Permanente du 27 juin 2025, la Région Grand Est franchit une nouvelle étape dans son engagement en faveur d'une action publique coordonnée et efficace. Deux conventions majeures ont été votées, respectivement avec l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) et avec les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). En consolidant ses relations avec ces opérateurs de l'État, la Région affirme sa volonté de mettre en synergie les leviers régionaux et nationaux pour répondre aux grands défis du territoire : transformation numérique, innovation, formation, inclusion sociale et réussite des jeunes.

Une alliance stratégique avec l'Inria pour accélérer la transformation numérique du Grand Est

➤ Un partenariat au service des priorités régionales

La convention-cadre 2025-2028 avec l'Inria s'inscrit pleinement dans la stratégie régionale de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII 2022-2028). Elle vise à renforcer le rôle du numérique comme outil de transformation des politiques publiques, de soutien à la compétitivité des entreprises, et d'accompagnement du développement durable.

➤ Trois grands axes de coopération

Intégration dans les écosystèmes régionaux : L'Inria sera un partenaire clé dans des initiatives comme le Campus Cyber Grand Est et le réseau Grand Est Transformation (GET), favorisant la mutualisation des expertises et la diffusion de l'innovation.

Soutien aux projets régionaux à haute valeur technologique : L'institut apportera son expertise opérationnelle et scientifique sur des projets emblématiques tels que le déploiement de lieux de vie inclusifs pour les seniors, ou encore la création de l'observatoire de la biomasse.

Participation conjointe à des projets stratégiques d'envergure : La Région et l'Inria collaboreront sur des projets structurants, à l'instar du cluster IA « ENACT » ou de la Maison du Quantique « MaQuEst », à la croisée des politiques européennes, nationales et régionales.

➤ Une gouvernance agile et partagée

La convention prévoit un pilotage souple, permettant d'adapter les priorités en fonction des besoins émergents du territoire. Cette collaboration renforce l'ancrage territorial de l'Inria et positionne la Région Grand Est comme un moteur de l'innovation numérique en France.

Une coopération renforcée avec les CROUS pour accompagner les étudiants dans toutes les dimensions de leur vie

➤ Une politique régionale ambitieuse en faveur de la jeunesse

Poursuivant les engagements du plan « Vie de Campus et des Talents » adopté en 2024, la Région Grand Est formalise une convention stratégique avec les CROUS d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardenne, ainsi qu'avec la région académique Grand Est. Cette initiative marque une volonté forte de créer un environnement propice à l'épanouissement, à la réussite académique et à l'insertion professionnelle des jeunes.

➤ **Deux piliers structurants**

Le bien-être étudiant : La Région s'engage aux côtés des CROUS pour garantir des conditions de vie, favorisant leur réussite et leur bien-être, en agissant sur les enjeux de la santé, de l'alimentation, de l'engagement, de la culture et du sport.

Le soutien à la réussite : L'accompagnement des jeunes s'étend au-delà des études, pour favoriser leur insertion dans le monde professionnel et leur développement en tant que citoyens actifs.

➤ **Des actions concrètes et coordonnées**

Alimentation durable : Une intégration des CROUS dans le programme régional [Agriculture Locale et Alimentation Durable en Grand Est \(ADAGE\)](#), pour développer une restauration collective plus responsable et accessible en faveur des étudiants.

Lutte contre les zones blanches : Une étude de l'accès des étudiants aux restaurants scolaires des lycées, pour les campus situés loin des structures CROUS, afin d'offrir une alimentation de qualité à tous.

Synergie des dispositifs d'aide : Une meilleure articulation entre les aides régionales et celles proposées par les CROUS, pour une couverture renforcée et simplifiée pour les étudiants.

Soutien à l'engagement et à l'entrepreneuriat : Quel que soit le niveau de maturité du projet, la Région apporte un soutien pour la concrétisation et la professionnalisation des étudiants.

➤ **Une coopération structurée autour de six axes**

La convention repose sur six champs d'action : alimentation, logement, santé, projets d'avenir, engagement citoyen, culture et sport. Cette approche intégrée témoigne d'une ambition partagée de placer la jeunesse au cœur de la politique régionale et de soutenir les étudiants pour leur permettre de devenir des citoyens éclairés et autonomes, bénéficiant d'un environnement d'études adapté et propice à la réussite.

Sur le même sujet :

Communiqué de presse de la séance plénière du 26 juin 2025 :

[Enseignement supérieur : la Région Grand Est et les universités du territoire unissent leurs forces](#)

5. Former les talents de demain : la Région lance un nouvel appel à projets ambitieux

La Région Grand Est poursuit son engagement en faveur d'un enseignement supérieur d'excellence, ancré dans les réalités économiques de son territoire. À l'occasion de la Commission Permanente du 27 juin 2025, les élus régionaux ont adopté le lancement du nouvel Appel à Projets « Pacte Enseignement Supérieur et Compétences 2025-2029 », doté d'un budget d'investissement de 7 millions d'euros, dont 2,8 millions d'ores et déjà engagés pour procéder à une première sélection.

Former aujourd'hui pour les défis de demain

Ce dispositif vise à préparer les talents de demain, en accompagnant la transformation de l'enseignement supérieur au service de la compétitivité régionale. Il s'adresse aux établissements d'enseignement supérieur qui souhaitent renforcer les synergies avec le tissu économique local.

Le Pacte permet notamment de :

- ✓ soutenir la création de parcours innovants, alliant formation courte et longue,
- ✓ anticiper les besoins futurs en compétences dans les domaines clés : transition numérique, industries, santé, environnement,
- ✓ favoriser des plateformes technologiques mutualisées, utiles à la fois à la formation et à l'innovation des entreprises.

Un bilan prometteur, une nouvelle ambition

Lancé initialement en 2020, le précédent Pacte Compétences (2021—2024) a déjà porté ses fruits :

- ✓ 44 projets soutenus,
- ✓ Plus de 21 000 étudiants impliqués,
- ✓ 600 000 heures de travail consacrées à des projets concrets,
- ✓ 1 900 entreprises bénéficiaires,
- ✓ 8 plateformes technologiques créées.

Ces résultats ont démontré la pertinence de ce levier pour l'innovation pédagogique, l'insertion professionnelle et la transformation du territoire.

Deux sessions d'appels à projets

Les projets devront démontrer leur ancrage territorial, la qualité des partenariats avec les entreprises, et leur contribution aux priorités régionales. Une bonification sera accordée aux projets intégrant une dimension environnementale, une dynamique transfrontalière ou une hybridation des formations.

Pour la nouvelle période 2025—2029, deux vagues de sélection sont prévues :

Session 1 : ouverture de la téléprocédure dès le 1er novembre 2025 et clôture le 30 janvier 2026.

Session 2 : clôture au 30 janvier 2027.

6. Recherche : la Région accompagne l'accueil d'un chercheur de Harvard et la création d'un laboratoire d'excellence en chimie biologique à Strasbourg

Dans le cadre de sa politique d'attractivité de la recherche, la Région Grand Est soutient l'installation du Professeur Adrian Salic, éminent chercheur de la Harvard Medical School, à l'Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS) de Strasbourg. Ce projet emblématique s'inscrit pleinement dans la Stratégie Régionale de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), avec pour ambition de renforcer la compétitivité scientifique du territoire au niveau mondial.

Un laboratoire franco-américain de pointe à Strasbourg

Le Professeur Adrian Salic, reconnu internationalement pour ses travaux sur la signalisation cellulaire et la polykystose rénale, dirigera la création du **Laboratoire de Chimie Biologique (LCB)** au sein de l'ISIS. Il y constituera une équipe pluridisciplinaire d'une dizaine de personnes - doctorants, post-doctorants, ingénieurs - et travaillera en synergie avec son laboratoire basé à Harvard, garantissant un rayonnement scientifique transatlantique. Ce laboratoire se concentrera sur les mécanismes moléculaires à l'origine de maladies incurables, avec pour objectif le développement de solutions thérapeutiques innovantes.

Un engagement financier fort du Grand Est

La Région Grand Est mobilise 250 000 euros pour accompagner ce projet d'envergure, répartis ainsi :

- ✓ 150 000 euros pour soutenir le recrutement de quatre doctorants,
- ✓ 100 000 euros pour contribuer à l'achat d'équipements scientifiques de pointe.

Ce soutien s'intègre dans un plan de financement global de 2,93 millions d'euros, réunissant de nombreux partenaires.

Faire du Grand Est un territoire de recherche d'excellence

Ce projet renforce la position de Strasbourg comme pôle d'excellence en chimie et en santé à l'échelle européenne. Il illustre la volonté du Grand Est d'attirer des talents scientifiques de renommée mondiale, de stimuler l'innovation en lien avec les secteurs industriels et hospitaliers, et de créer un environnement propice à l'émergence de solutions de rupture.

Sur le même sujet :

Communiqué de presse de la séance plénière du 26 juin 2025 :

[Chercheurs internationaux : le Grand Est ouvre ses portes aux talents venus des États-Unis](#)

Annexe**Biographie scientifique du Professeur Adrian Salic****➤ Parcours académique et position actuelle**

Le Professeur Adrian Salic est un chercheur de renommée internationale en biologie cellulaire, actuellement en poste à la Harvard Medical School (États-Unis), où il dirige un laboratoire à l'Institut de Biologie Cellulaire. Formé dans des institutions scientifiques de haut niveau, il a bâti une carrière à l'interface de la chimie et de la biologie, deux disciplines qu'il contribue à faire dialoguer autour de problématiques médicales complexes.

➤ Expertise scientifique

Le Professeur Salic est un spécialiste des mécanismes de signalisation cellulaire, c'est-à-dire des processus par lesquels les cellules communiquent entre elles au moyen de signaux biochimiques. Ces recherches, fondamentales pour comprendre les interactions cellulaires dans l'organisme, se situent à la croisée de la biologie moléculaire, de la chimie organique et de la biophysique. Son approche repose sur une interdisciplinarité forte, favorisant la collaboration entre chimistes et biologistes pour décrypter les mécanismes à l'origine de diverses pathologies.

➤ Contributions majeures

Parmi ses travaux les plus notables, le Professeur Salic est reconnu pour ses avancées sur la polykystose rénale (PKR), une maladie génétique incurable provoquant la formation de multiples kystes dans les reins et pouvant conduire à une insuffisance rénale terminale. Ses recherches ont contribué à une meilleure compréhension des signaux moléculaires impliqués dans cette pathologie, ouvrant des perspectives nouvelles pour le développement de traitements.

➤ Un projet scientifique franco-américain ambitieux

Depuis mars 2024, le Professeur Salic est accueilli au sein de l'Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS) à Strasbourg, où il a fondé un Laboratoire de Chimie Biologique (LCB) en lien direct avec ses activités à Harvard. Il entend y constituer une équipe pluridisciplinaire internationale et développer des recherches pionnières à fort potentiel biomédical.

Ce projet s'inscrit dans une logique de coopération scientifique transatlantique, renforçant l'excellence de la recherche du Grand Est et favorisant les échanges de talents et de savoirs.

7. Biodiversité : la Région noue une alliance inédite entre mécènes et acteurs du territoire

À l'heure où les défis climatiques s'intensifient, la Région Grand Est engage un nouveau souffle pour ses territoires : elle initie un appel à projets innovant qui fait se rencontrer mécènes privés et acteurs engagés de l'intérêt général. L'objectif est de donner aux initiatives locales en faveur de la protection du vivant, les moyens de leurs ambitions grâce au mécénat.

En valorisant l'engagement citoyen et la philanthropie environnementale, la Région entend créer les conditions d'un passage à l'acte collectif, au plus près des territoires, pour que le patrimoine naturel retrouve sa juste place dans notre quotidien.

Faire dialoguer territoires et philanthropie

Régulièrement des projets essentiels initiés par des associations et des collectivités — visant à préserver des espaces naturels, restaurer la biodiversité, lutter contre les changements climatiques et protéger nos forêts, - peinent à dépasser le stade de la planification, faute de ressources.

La Région Grand Est choisit de jouer **un rôle de facilitateur** : elle met en relation directe les porteurs de projets et les mécènes.

Une mobilisation inédite autour de la nature

Huit partenaires mécènes répondent déjà à l'appel :

- ✓ Les trois délégations de la Fondation du patrimoine en Grand Est
- ✓ La Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Nord Est et la Fondation d'Entreprise Crédit Agricole Alsace Vosges
- ✓ Le Fonds de dotation de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe
- ✓ La Fondation Biotope pour la Biodiversité, qui ajoute un mécénat de compétences à son soutien financier
- ✓ Le Fonds Nature 2050, spécialisé dans les solutions fondées sur la nature

Selon leurs propres critères de sélection, ces partenaires pourront choisir de financer les projets identifiés. Leur aide pourra aller de 3 000 euros à 20 000 euros en moyenne.

Pour qui ? Pour quoi ?

Cette initiative s'adresse aux associations reconnues d'intérêt général et/ou d'utilité publique, aux communes, aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et aux syndicats mixtes. Les projets doivent contribuer à la préservation ou à la valorisation de la biodiversité, de l'environnement, de l'eau, du climat ou des forêts.

Parmi les thématiques éligibles figurent, entre autres : la restauration de milieux naturels, la préservation des milieux naturels face aux polluants, la protection et la valorisation d'espaces naturels et d'espèces, l'économie d'eau et préservation de la ressource, l'éducation à l'environnement, l'adaptation au changement climatique, la protection des populations ou encore le renouvellement des forêts face au changement climatique, l'amélioration de l'accueil en forêt, des connaissances et des pratiques forestières, etc.

Le calendrier

Cet appel à projets sera ouvert dès le 1^{er} juillet 2025. Les candidats ont jusqu'au 30 septembre 2025 pour participer et envoyer leur dossier à mecenat@grandest.fr.

8. Alimentation durable dans les lycées : la Région accélère l'achat de produits locaux dans les cantines

Réaffirmant son engagement en faveur d'une alimentation locale, durable et de qualité dans les établissements scolaires, la Région Grand Est franchit une nouvelle étape du programme ADAGE (Alimentation Durable et Autonome en Grand Est) avec la facilitation du *sourcing* local.

Durant l'année scolaire 2023-2024, la Région Grand Est -en partenariat avec les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle- a mené une expérimentation visant à renforcer l'approvisionnement en produits locaux et de qualité dans les lycées de la Région. Pendant un an, une vingtaine de lycées volontaires a bénéficié d'un appui du programme ADAGE pour faciliter la commande et l'utilisation de produits locaux dans les cantines, notamment à travers l'utilisation des plateformes *Paysan Bio Lorrain* et *Agrilocal55*.

Cette expérimentation a permis de mettre en lumière l'intérêt d'accompagner le « *sourcing* local », c'est-à-dire la recherche de fournisseurs locaux et la facilitation des commandes auprès des producteurs régionaux pour les lycées. Ce *sourcing* peut être facilité à travers une mutualisation des outils de commande, mais aussi grâce à un accompagnement en ingénierie des lycées.

Une nouvelle étape : le déploiement des « facilitateurs de *sourcing* local »

S'appuyant sur les enseignements de cette première phase, la Région Grand Est met en place, dès la rentrée 2025, un réseau d'ingénierie, les « facilitateurs de *sourcing* local », pour accompagner 60 lycées publics dans leurs démarches en faveur d'une alimentation plus locale.

Trois partenaires expérimentés ont été retenus pour accompagner les établissements : le Réseau des Chambres d'agriculture du Grand Est ; Bio en Grand Est ; INTERBEV Grand Est.

Leur mission : apporter une expertise concrète et des solutions directes aux professionnels des cantines des lycées pour renforcer l'achat local et de qualité. Logistique, connaissance des producteurs, structuration des filières et sécurisation des achats : c'est une démarche globale, de la commande à la transformation qui sera mise en place au bénéfice de nos cantines.

Construire un modèle alimentaire régional durable et équitable

Ces deux volets pour renforcer la consommation de produits locaux dans nos cantines, s'inscrivent dans une stratégie globale à la croisée des politiques éducatives, agricoles et environnementales. En partenariat avec les acteurs locaux, la Région Grand Est œuvre pour bâtir un modèle alimentaire résilient, juste et ancré dans les réalités territoriales, au bénéfice des élèves, des producteurs et des filières locales.